



Damien Bonduelle,
président du conseil
d'administration du
think tank agriDées.

Damien Bonduelle : « On assiste à une petite révolution »

Président du *think tank* agriDées, Damien Bonduelle est un observateur avisé de l'évolution de l'agriculture française depuis vingt ans. Lui-même associé d'une ETA il connaît bien la profession. Selon lui, le monde agricole se trouve à la croisée des chemins, avec « *un palier qui peut être compliqué à atteindre dans les prochaines années* ». Pour autant, il se défend de verser dans le pessimisme.

Entrepreneurs des Territoires Magazine : Vous dites ne pas croire à une incidence durable du Covid-19 sur les filières agricoles, hormis pour les entreprises qui emploient des salariés. Les ETA entrent précisément dans cette catégorie...

Damien Bonduelle : Un peu à l'image des personnels de santé, tout le personnel des ETA a travaillé durant le confinement. Très tôt, la notion de service au client s'est imposée : pas question d'interrompre l'activité pendant la période des semis, on ne pouvait pas reculer, d'autant que la sécheresse est arrivée plus ou moins à ce moment-là. Il a fallu assurer les presta-

tions tout en respectant les gestes barrières. D'autre part, les dirigeants d'entreprises n'avaient plus ou très peu la possibilité de se déplacer pour observer eux-mêmes l'état des sols, établir un diagnostic de préparation de parcelle avant semis, etc. Par conséquent ils ont dû laisser plus d'autonomie à leurs collaborateurs sur le terrain. De ce côté-là, il y a un effet positif du Covid : on a encore progressé sur le plan de la délégation de responsabilité et de la confiance accordée aux employés, et de façon remarquable. Pour moi c'est général dans les ETA. Cela concerne aussi bien la relation du salarié à l'employeur que la relation du salarié au client dans les exploitations.

Témoignage

La relation client est aussi en train d'évoluer à travers les progrès de la contractualisation...

D. B. : Ça se développe de plus en plus, c'est vrai. Et pas seulement dans une notion de couverture des risques pour les deux parties : désormais la prestation réalisée par l'ETA est inscrite dans les documents de traçabilité de la production, qui descendent jusqu'à l'aval, c'est-à-dire jusqu'au consommateur final via les distributeurs. Bientôt, grâce au flash code on pourra remonter et intégrer tous les partenaires qui auront travaillé sur une parcelle. En cas d'incident, ce sera certainement très utile.

La moitié des dirigeants d'ETA sont aussi des chefs d'exploitation agricole. Pensez-vous que cette proportion va diminuer, autrement dit que les ETA sont en voie de spécialisation ?

D. B. : Dans la filière grandes cultures nous avons à la fois des exploitations qui restent dans des tailles modestes ou intermédiaires, et d'autres qui essaient de se regrouper pour grossir, ne serait-ce que pour mieux amortir les matériels et réduire les frais généraux. En effet, plus les fermes se regroupent, plus elles ont la capacité d'effectuer des prestations à l'extérieur et en viennent naturellement à exercer des activités de type ETA. C'est, je crois, un mouvement de fond qui donne financièrement accès à certains matériels. Cela permet effectivement aux ETA de monter en compétence, de proposer de nouveaux services, comme le binage mécanique et tous travaux du sol venant se substituer à l'abandon des produits phytos. Il y a aussi l'évolution de la propriété et de la mise en fermage. On voit de plus en plus apparaître des exploitants-gérants, notamment en élevage laitier, qui externalisent les moissons et l'ensilage.

Depuis quelques années, les rendements en céréales et en maïs sont très impactés par les intempéries, notamment la

sécheresse. Quels sont selon vous les principaux leviers d'adaptation au changement climatique ?

D. B. : Le réchauffement climatique est une réalité. Les sécheresses se caractérisent par des montées en températures de plus en plus brutales, des vents d'est très marquants et des rendements toujours plus pénalisés. Face à cette évolution, il importe d'être de plus en plus réactif : mieux préparer les terres, bien suivre la période végétative, récolter au moment adéquat et ensuite couvrir les sols en interculture. C'est une adaptation de tous les instants. On doit non seulement être excellent technicien, mais aussi bon décideur. Après, concernant la baisse des rendements, il faut nuancer. On a quand même connu en 2019-2020 de très belles performances, en volume, en protéines, en poids spécifique des céréales. Mais c'est très différent d'un secteur géographique à l'autre. Grâce à la pluie survenue opportunément, la zone comprise entre la baie de Somme et Cambrai a ainsi très bien tiré son épingle du jeu, alors que de part et d'autre de cette ligne des cantons entiers étaient en grande sécheresse.

Dans ce contexte, quel rôle doit jouer l'agriculture de précision ?

D. B. : Les sondes et capteurs permettent de mieux anticiper la météo au jour le jour. Ce sont des outils d'adaptation. Mais au-delà, l'agriculture de précision participe à la baisse des coûts de revient, elle fait gagner du temps et réduit la pénibilité des tâches. En tant qu'ETA, on apporte un bien meilleur service avec l'aide des outils numériques.

Que faire des données produites par les robots, capteurs, etc. ?

D. B. : L'agriculteur qui coproduit ces bases de données aimerait bien participer davantage à leur valorisation, dans le cadre de la valeur ajoutée globale de sa production. Car il sait bien que les constructeurs de matériels traitent et exploitent l'ensemble des données collectées via les concessionnaires. Mais

Un laboratoire d'idées au service du progrès de l'agriculture française

En 1867, la première organisation professionnelle en agriculture voit le jour : la Société des Agriculteurs de France (SAF). Créée par et pour les agriculteurs, elle va leur permettre de se regrouper, de faire entendre leurs voix et leurs droits, d'assumer leurs propositions pour la diffusion du progrès technologique. Cent-cinquante ans après sa création, la SAF s'est transformée en agriDées, un « *laboratoire d'idées* » reconnu et labellisé par l'Observatoire européen des *think tanks*.

AgriDées est animé par des groupes de travail et une équipe d'experts (économistes, juristes, sociologues, etc.), qui réfléchissent sur les conditions de développement

des entreprises des secteurs agricole et agro-alimentaire, à travers des publications, conférences et actions de conseil auprès des décideurs politiques. L'association est dirigée par un conseil d'administration (CA) de trente-deux membres élus parmi ses adhérents, représentatifs des activités et de la diversité géographique des filières agricoles, de leur amont, de leur aval. Membre d'agriDées depuis vingt-cinq ans, Damien Bonduelle préside le CA depuis 2016. En parallèle, il gère une exploitation maraîchère (roquette et mâche) près de Nantes, une ETA dans la région de Péronne (Somme), et il investit dans des start-up d'ingénierie agricole et piscicole.

en priorité, les industriels utilisent ces informations en vue de faire évoluer la technologie suivant les besoins des utilisateurs. Donc finalement cela devient un bien commun qui profite à tous les clients. Par ailleurs, l'agriculture de précision participe de l'évolution sociétale qui pousse au rejet des intrants chimiques.

Sur ce point, les matières actives phytos supprimées du catalogue sont chaque année plus nombreuses, alors que les alternatives fiables et abordables – notamment en biocontrôle – sont encore trop rares...

D. B. : Le biocontrôle est certes une question de budget, mais aussi d'inventeur. Il faut avoir les bons chercheurs au bon moment, qui puissent travailler sur les bons produits et leurs usages adéquats. Je pense que les firmes phytosanitaires en ont aujourd'hui pleinement conscience et y consacrent des sommes très importantes. Le biocontrôle efficace repose sur la meilleure connaissance possible d'une plante et sur les outils dont elle a besoin pour se défendre. Aussi, il faut faire attention parce qu'on peut vite se retrouver avec des méthodes que la société n'accepte pas, de type OGM. Les progrès scientifiques en la matière sont donc très délicats à gérer. Plus globalement, c'est vrai que les alternatives aux produits conventionnels se font attendre. Ça va venir, mais on ne sait pas quand, sous quelle forme et avec quelle disponibilité. L'arrêt des matières actives les plus dangereuses a certes l'avantage d'accélérer la recherche, mais il arrive tout de même trop vite. On le voit bien avec le glyphosate, sur lequel les pouvoirs publics tergiversent. Et les producteurs de maïs sont en train de se dire qu'eux aussi, comme les betteraviers, pourraient obtenir une dérogation du gouvernement pour la réutilisation des néonicotinoïdes. Un grand nombre de productions (épinards, carottes, féverole et autres légumineuses) sont aujourd'hui orphelines de protection insecticide ou herbicide.

À l'instar de la betterave à sucre, ces cultures sont-elles exposées à un risque de pénurie ?

D. B. : Certainement. Il y a péril si les nouveaux produits n'arrivent pas, ou si les nouvelles techniques culturales ne peuvent pas se mettre en place. Mais attention, je ne suis pas pessimiste. Je pense qu'on assiste à une petite révolution dans l'agriculture française, stimulée par les avancées de la recherche et de la technologie. Il y a un palier qui va être compliqué à atteindre, mais que l'on atteindra d'ici quelques années.

Propos recueillis par V. Faure

Détail de l'offre sur demande par courrier à l'adresse de Operation SELOUT BKT, Société SONAMIA, PA, Les Marchés de Bretagne 85600 St Hilaire de Loulay.

BKT Green Days

Choisissez BKT et mettez-vous au vert !



Du 1er Septembre au 31 Décembre 2020
achetez BKT et nous vous offrons un vélo 26 pouces.

Gammes* concernées par l'opération:
AGRIMAX FORCE ≥28"; EARTHMAX RADIAL ≥25";
MULTIMAX RADIAL ≥24"; FLOTATION RADIAL ≥22.5"

* Modalités disponibles auprès de votre revendeur de pneumatiques.
Opération limitée à 1000 vélos sur la période de l'opération

BKT
GROWING TOGETHER

bkt-tires.com

IMPORTATEUR POUR LA FRANCE

Sonamia
équipe tout ce qui roule

Parc d'Activités Les Marchés de Bretagne
17-19 rue Anne de Bretagne
85600 Saint Hilaire-de-Loulay, France
Tel. +33(2)72785300
Fax +33(2)51050603
accueil@sonamia.fr ; www.sonamia.com

